

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1924.

Projet de loi tendant à proroger, en raison de la guerre,
la durée des droits de propriété littéraire et artistique ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

La loi du 22 mars 1886 consacre le droit exclusif de l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique « de la reproduire ou d'en autoriser la reproduction de quelque manière et sous quelque forme que ce soit » (art. 1^{er}) « Ce droit se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur, au profit de ses héritiers ou ayants droit » (art. 2).

Aux termes du projet de loi lorsqu'il s'agira d'œuvres déjà publiées et non encore tombées dans le domaine public, ou d'œuvres qui seront publiées avant le 4 août 1924, le délai de protection *post mortem* sera prolongé de dix années.

Ce droit à une extension de la durée de protection est une compensation légitime accordée du chef des dommages subis par les artistes du fait de la guerre : « Il est dans la nature de l'adjonction de ce délai supplémentaire que la prorogation profitera surtout à ceux qui ont recueilli ou recueilleront la succession des auteurs compositeurs ou artistes, — constatait un commentateur de la loi française du 3 février 1919, — mais elle comporte aussi pour ces derniers un avantage personnel immédiat dans les cas où ils se décident à transférer leurs droits, à titre onéreux, de leur vivant à des cessionnaires (éditeurs, etc.) ⁽³⁾.

Si la mesure proposée est de nature à attribuer aux artistes quelque réparation du dommage qu'ils ont subi, elle n'est point de celles qui grèvent le Trésor

(1) Projet de loi, n° 86.

(2) La Commission, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. CRICK, MAX, PIÉREARD, SOUDAN, TIBBAUT et WAUVERMANS.

(3) Droit d'auteur 1919, p. 23.

de l'État ou réclament une contribution aux particuliers : le public n'a aucun droit acquis sur les œuvres qui ne sont pas encore tombées dans le domaine public.

*
* * *

Le projet de loi belge a tiré profit des observations critiques qui ont été formulées lors de l'examen de la loi française. Elle réalise sur celle-ci le progrès de ne pas prolonger comme celle-ci la protection d'un nombre de jours égal à celui qui sépare le 2 août 1914 de la fin de l'année qui suit la conclusion de la paix — soit six ans et cent cinquante deux jours — mais d'un délai fixé de dix années à dater de la mort de l'auteur : ce délai est d'autant plus facile à calculer que les droits d'auteur expirent cinquante ans après la date du décès.

Elle ne laisse subsister qu'une seule difficulté de computation : les œuvres publiées avant le 4 août 1924 jouiront d'une protection de soixante ans *post mortem*, celles publiées postérieurement ne seront protégées que cinquante ans. D'où ce résultat que certaines œuvres de publication antérieure en date pourront jouir d'une protection plus étendue que les œuvres récentes, et que dans certains cas l'œuvre d'un artiste ne tombera pas toute entière et au même moment dans le domaine public : on sera amené à rechercher non seulement la date de la mort de l'auteur mais aussi celle de la publication — avant ou après le 4 août 1924.

Ce n'est point là une difficulté réelle : on remarquera que la loi actuelle entraîne déjà la recherche de la date de la publication lorsqu'il s'agit de la protection des œuvres posthumes (art. 4 de la loi, arrêté royal du 27 mars 1886 et arrêté ministériel du 3 avril 1886).

Le projet de loi vise la publication et il convient de préciser ce qu'il faut entendre ici par « publication ». La Convention de Berne révisée, à laquelle la Belgique a adhéré par la loi du 23 mai 1910, a interprété ce terme : « Par œuvres publiées, il faut, dans le sens de la présente Convention, entendre les œuvres éditées. La représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art et la construction d'une œuvre d'architecture ne constituent pas une publication. »

Si l'on transportait ici cette interprétation, la loi risquerait d'être dépourvue d'effets pour un certain nombre d'œuvres. Bien que la loi nouvelle laisse aux auteurs jusqu'au 4 août 1924 pour se livrer à une publication par voie d'édition, le cas peut se produire où l'auteur qui a fait représenter son œuvre sera mort à l'époque où la loi sortira ses effets sans que son œuvre ait été éditée. D'après la terminologie de la Convention de Berne, elle serait œuvre non publiée. Il faut donc s'en rapporter à la notion de notre législation interne qui — pour le régime des œuvres posthumes — assimile la représentation, l'exécution, ou l'exposition à la publication (cf. art. 4, al. 2) et constater que pour bénéficier de la loi il suffira de la justifier d'un de ces faits par l'auteur avant le 4 août 1924.

*
* * *

La loi n'aura point d'effet rétroactif. Elle ne concerne pas les œuvres acquises au domaine public lors de la promulgation de la présente loi : même si la guerre

a entravé l'exercice du droit des héritiers entre le 4 août 1914 et la promulgation, ce droit ne pourra revivre.

* * *

Le projet de loi assure le bénéfice de la prolongation aux héritiers et autres ayants cause. Que doit-on entendre par « ayants cause » ? D'après les commentateurs les plus autorisés, l'ayant cause d'une personne est celui qui tient sa place et exerce ses droits soit pour le tout, soit pour un objet particulier, ceux dont la cause se lie à cette personne, en ce sens qu'ils tiennent ses droits d'elle. Les ayants cause universels sont les héritiers, les légataires ou donataires universels ou à titre universel de même que les créanciers. Les ayants cause à titre particulier comprennent l'acheteur, l'échangiste, le donataire et le légataire à titre particulier.

La signification à donner à ce terme dans le texte qui vous est soumis, et partant la portée à donner à la disposition, a soulevé des divergences de vues. Elles se sont déjà manifestées en France à raison d'un texte conçu dans les mêmes termes. Il paraît indispensable d'écarter toutes obscurités et toutes équivoques sur ce point.

Aucune difficulté ne peut évidemment surgir si l'auteur a conservé entier le droit d'édition, de représentation, d'exécution ou n'en a accordé au jour de la mise en vigueur de la loi, qu'une concession de durée limitée et qui n'a pu, sous l'empire de la loi actuelle, dépasser la cinquantième année après son décès.

Ce sont ses héritiers qui recueilleront le bénéfice de la prorogation.

Mais quelle doit être la solution si l'auteur a cédé la totalité de ses droits à un éditeur. Ces droits seront-ils prolongés de dix années, et au profit de qui ?

A prendre le texte du projet « les droits accordés... aux autres ayants cause des auteurs... sont prorogés » et en tenant compte de la signification du terme « ayant cause », il paraît certain que les légataires particuliers et tous cessionnaires à titre gratuit ou onéreux pourront réclamer le bénéfice de la prorogation à titre personnel et à l'exclusion des héritiers de l'auteur qui a, de son vivant, aliéné la totalité de ses droits.

La Commission a été partagée sur le point de savoir s'il convenait d'accorder le droit de prorogation lorsque ce ne sont pas les héritiers de l'auteur, mais des ayants cause, tels des éditeurs qui sont appelés à en retirer le bénéfice : On a invoqué dans le sens du refus, que l'éditeur n'a droit qu'à ce qu'il a acquis, c'est-à-dire à une exploitation dans les termes de la loi existant au moment du contrat de cession. Il a été privé d'une partie de sa jouissance ; mais c'est là un « manque à gagner » de nature commerciale et notre législation de dommages de guerre exclu la réparation de ces pertes indirectes.

Dans le sens opposé on répond que la loi n'est pas une loi de réparation mais de compensation, ou pour mieux dire de restitution par voie d'équivalence. L'éditeur a subi la même privation de jouissance que l'auteur. Il n'y a pas lieu d'agir autrement vis-à-vis de lui que de l'auteur, et de créer ainsi une catégorie de privilégiés.

La Commission s'est divisée sur la solution à donner et partant sur le sens dans lequel le texte devrait être précisé.

Si l'on admettait que le bénéfice de la prorogation doit bénéficier aux seuls auteurs ayant conservé des droits sur leurs œuvres et que les éditeurs doivent être écartés de cette faveur, il faudrait introduire dans le texte de la loi une disposition analogue à celle contenue dans l'article 39 de la loi de 1886 : « Si avant la prorogation les auteurs ont cédé la totalité de leurs droits, ceux-ci resteront soumis aux lois en vigueur au moment de la cession. »

*
* *

La loi de 1886 accorde aux étrangers le bénéfice des droits qu'elle garantit (art. 38), et la présente loi peut être considérée comme amendant son article 2 fixant la durée du droit.

La Convention de Berne consacre à nouveau ce principe. Les étrangers pourront donc se réclamer du bénéfice du présent projet, mais avec cette réserve que si la durée de la protection est moindre dans leur pays ce bénéfice cessera en même temps en Belgique (art. 38).

En conséquence, en ce qui concerne la durée de protection dans nos rapports avec la France, celle-ci ne pourra dépasser un terme de 56 ans et 152 jours *post mortem* qui est le plus long pouvant résulter de la loi du 3 février 1919.

Vis-à-vis des ressortissants des pays qui n'ont rien accordé à leurs nationaux, nous n'aurons rien à concéder.

La Commission vous propose l'adoption du projet.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
ÉM. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 FEBRUARI 1924.

Wetsontwerp tot verlenging, uit hoofde van den oorlog, van den duur
der rechten van letterkundigen en artistieken eigendom ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De wet van 22 Maart 1886 bevestigt het uitsluitend recht van den maker van een letterkundig of artistiek werk « om dit werk te verveelvoudigen of de verveelvoudiging daarvan op eenige wijze en in eenigen vorm toe te laten. » (Eerste artikel). « Dit recht blijft voortbestaan gedurende vijftig jaar na het overlijden van den maker, ten bate van dezès erfgenamen of rechtverkrijgenden. » (Art. 2.)

Wanneer het geldt reeds openbaar gemaakte werken, die nog niet algemeen eigendom zijn geworden, of werken die vóór 4 Augustus 1924 zullen openbaar gemaakt worden, zal, naar luid van het wetsontwerp, de termijn van bescherming *post mortem* met tien jaar worden verlengd.

Dit recht op een verlenging van den duur der bescherming is een zwakke vergelding, verleend wegens de schade, welke de kunstenaars uit hoofde van den oorlog hebben geleden : « Het ligt in den aard der toevoeging van dezen bijkomenden termijn, dat de verlenging vooral ten goede zal komen aan hen, die de erfgenamen zijn of zullen worden van de auteurs, toondichters of kunstenaars, — zóó schreef een verklaarder van de Fransche wet dd. 3 Februari 1919 — doch zij verschaft ook aan deze laatsten een onmiddellijk persoonlijk voordeel voor het geval dat zij er toe beslissen, hunne rechten, ten bezwarenden titel, aan overnemers (uitgevers, enz.) gedurende hun leven over te dragen » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^r 86.

⁽²⁾ De Commissie, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren CRICK, MAX, PIÉRARD, SOUDAN en WAUWERMANS.

⁽³⁾ Droit d'auteur 1919, bl. 23.

Is de voorgestelde maatregel geschikt om aan de kunstenaars eene vergoeding toe te kennen voor de door hen geleden schade, hij behoort echter niet tot die, welke de Staatskas bezwaren of waarin de particulieren moeten bijdragen : het publiek heeft geen enkel verworven recht op de werken, die nog niet algemeen eigendom zijn geworden.

* * *

Het Belgisch wetsontwerp maakte zich ten nutte de critische bemerkingen, welke geuit werden bij de behandeling van de Fransche wet. Op deze heeft het dit voor : het verlengt niet, zooals deze, de bescherming met een getal dagen gelijk aan dat tusschen den 2ⁿ Augustus 1914 en het einde van het jaar volgende op de sluiting van den Vrede — namelijk zes jaar en honderd twee en vijftig dagen, — doch met een bepaalden termijn van tien jaar vanaf het overlijden van den maker : die termijn kan des te gemakkelijker berekend worden daar de auteursrechten vervallen vijftig jaar na den datum van het overlijden.

Slechts een enkele moeilijkheid van berekening blijft bestaan : de vóór 4 Augustus 1924 openbaar gemaakte werken zullen zestig jaar *post mortem* worden beschermd; die, welke nadien worden openbaar gemaakt, worden slechts vijftig jaar beschermd. Daaruit volgt dat sommige vóór dezen datum openbaar gemaakte werken eene meer uitgebreide bescherming kunnen genieten dan de werken van jongeren datum en dat, in zekere gevallen, het werk van een kunstenaar niet geheel en op hetzelfde oogenblik openbaar eigendom wordt : men zal er toe gebracht worden, niet alleen den datum van het overlijden van den maker, doch ook dien van het openbaar maken — vóór of na 4 Augustus 1924 — op te zoeken

Dat brengt geen werkelijke moeilijkheid mee : men zal vaststellen dat de huidige wet het opzoeken van den datum der openbaarmaking reeds ten gevolge heeft, wanneer het geldt de bescherming van nagelaten werken (art. 4 der wet, Koninklijk besluit van 27 Maart 1886 en ministerieel besluit van 3 April 1886).

Het wetsontwerp bedoelt de openbaarmaking en men behoort nader te bepalen wat men dient hier te verstaan door « openbaar maken ». De herziene Overeenkomst van Bern, waartoe België is toegetreden bij de wet van 23 Maart 1910, verklaarde deze benaming : « Door « openbaar gemaakte werken » dient men, in den zin van deze Overeenkomst, de uitgegeven werken te verstaan. De opvoering van een dramatisch of muzikaal-dramatisch werk, de uitvoering van een muziekwerk, den tetoonstelling van een kunstwerk en de oprichting van een kunstbouwwerk worden niet als openbaarmaking aangezien ».

Moest men deze verklaring hier aannemen, dan zou de wet gevaar loopen, zonder uitwerking te zijn voor een zeker aantal werken. Alhoewel de nieuwe wet aan de makers toelaat tot 4 Augustus 1924 te wachten om hunne werken bij wijze van uitgave openbaar te maken, kan het geval zich voordoen dat de maker, die zijn werk heeft doen opvoeren, overleden is op het tijdstip, waarop de wet van kracht zal worden, zonder dat zijn werk uitgegeven zij. Volgens de terminologie der Overeenkomst van Bern, zou het nog niet openbaar gemaakt zijn. Men moet zich dus houden bij het begrip onzer binnenlandsche wetgeving,

welke de opvoering, de uitvoering of de tentoonstelling met het « openbaar maken » gelijkstelt — voor de regelen betreffende de nagelaten werken — (vergel. art. 4, al. 2) en vaststellen dat, om aanspraak te hebben op het voordeel der wet, het volstaat dat de maker vóór 4 Augustus 1924 van een dezer feiten het bewijs levert.

* * *

De wet heeft geen terugwerkende kracht. Zij betreft niet de werken, die openbaar eigendom waren geworden bij het afkondigen dezer wet: zelfs zoo de oorlog de uitoefening van het recht der erfgenamen tusschen 4 Augustus 1914 en de verlenging heeft belemmerd, kan dit recht niet herleven.

* * *

Door het wetsontwerp wordt het voordeel van de verlenging verzekerd aan de erfgenamen en aan andere rechtverkrijgenden. Wat dient men te verstaan door « rechtverkrijgenden »? Volgens de meest gezaghebbende verklaarders is de rechtverkrijgende van een persoon hij, die optreedt in zijne plaats en zijne rechten uitoefent hetzij voor het geheel, hetzij voor eene bepaalde zaak; ook zij, wier zaak aan dezen persoon verbonden is, met dien verstande dat hunne rechten uitgaan van genoemden persoon. De algemeene rechtverkrijgenden zijn de erfgenamen, de algemeene legatarissen of begiftigden of die ten algemeenen titel, alsmede de schuldeischers. De rechtverkrijgenden ten bijzonderen titel zijn de kooper, de ruiler, de begiftigde en de legataris ten bijzonderen titel.

De beteekenis, aan deze woorden te geven in den U voorgelegden tekst, en bijgevolg de beteekenis te hechten aan de bepaling, gaven aanleiding tot verschillende meeningen. In Frankrijk kwamen zij reeds tot uiting naar aanleiding van een in gelijke bewoordingen opgevatte tekst. Het schijnt noodzakelijk elke onduidelijkheid en elke dubbelzinnigheid hieromtrent weg te nemen.

't Is klaar dat geen bezwaar kan oprijzen, zoo de maker het recht van uitgave, van op- en uitvoering onverkort heeft behouden of daarvan slechts een afstand van een beperkten duur heeft gedaan bij het in werking treden van de wet, afstand welke, bij toepassing van de bestaande wet, niet verder strekken kan dan tot en met het vijftigste jaar na zijn overlijden.

Zijne erfgenamen zijn het, die het voordeel van de verlenging zullen genieten.

Doch, hoe dient de zaak opgelost te worden, wanneer de maker al zijne rechten aan een uitgever heeft overgelaten? Zullen deze rechten met tien jaren verlengd worden en ten bate van wien?

Neemt men den tekst van het ontwerp « de rechten toegekend... aan de andere rechtverkrijgenden der makers worden verlengd » en rekening houdend met de beteekenis van het woord « rechtverkrijgende », schijnt het zeker dat de bijzondere legatarissen en alle overnemers ten kosteloozen of ten bezwarenden titel zullen kunnen aanspraak maken op het voordeel van de verlenging ten persoonlijke titel en met uitsluiting van de erfgenamen van den maker die, gedurende zijn leven, al zijne rechten heeft afgestaan.

De Commissie was niet eenstemmig over de vraag, of het recht van verlenging behoorde verleend te worden, wanneer het geldt niet de erfgenamen van den maker, doch rechtverkrijgenden, met name uitgevers die het voordeel daaruit zullen trekken. Om dit te weigeren, werd aangevoerd dat de uitgever slechts recht heeft op wat hij verkregen heeft, m. a. w. op een in bedrijf nemen overeenkomstig de wet welke van kracht was bij het sluiten van de overeenkomst van afstand. Het genot daarvan werd hem gedeeltelijk ontnomen, doch het geldt hier een « niet gemaakte winst » van commerciëelen aard en onze wet op de oorlogsschade heeft de vergoeding van die onrechtstreeksche verliezen niet aangenomen.

In tegenovergestelden zin wordt geantwoord dat de wet is niet eene wet tot herstel, maar eene wet tot vergelding, of, om het nog beter te verklaren, van teruggave bij wijze van gelijkwaardigheid.

De uitgever onderging hetzelfde verlies van genot als de maker. Het behoort niet dat men tegenover hem anders handelt dan tegenover den maker en men aldus een groep van bevoorrechten in 't leven roept.

De Commissie was verdeeld omtrent de aan te nemen oplossing en bijgevolg omtrent de bewoordingen, waarin de tekst diende nader omschreven te worden.

Mocht men aannemen dat het voordeel der verlenging alleen voor de makers, die rechten op hunne werken hebben behouden, gelden moet en aan de uitgevers dient ontzegd te worden, dan zou men in den tekst der wet eene bepaling moeten opnemen zooals die van artikel 39 der wet van 1886 : « Indien de » makers al hunne rechten hebben afgestaan vóór de verlenging, zullen die » rechten beheerscht blijven door de wetten van kracht op het oogenblik van » den afstand. »

*
* * *

De wet van 1886 verleent aan de vreemdelingen het voordeel van de rechten welke zij waarborgt (art. 38) en deze wet kan worden geacht haar artikel 2 tot bepaling van den duur van het recht te wijzigen.

De Berner Conventie bevestigt opnieuw dit beginsel. De vreemdelingen zullen bijgevolg aanspraak kunnen maken op het voordeel van het huidig ontwerp, doch mits deze voorbehouding : ingeval de duur der bescherming zoo lang niet is in hun land, zal dit voordeel tegelijkertijd vervallen in België (art. 38).

Bijgevolg zal de duur der bescherming, wat betreft onze betrekkingen met Frankrijk, niet een termijn van 56 jaar en 152 dagen *post mortem* mogen overschrijden, welke termijn de langste is, die uit de wet van 3 Februari 1919 kan voortvloeien.

Tegenover onderdanen van landen, die niets hebben verleend aan hunne ingezetenen, zullen wij niets moeten toestaan.

De Commissie stelt U voor, het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

